

REUNION DES DESAMIANTEURS

Auvergne-Rhône-Alpes

14 novembre 2025





ORDRE DU JOUR

1. Actualités juridiques – DREETS

2. Maladies professionnelles sur les chantiers de désamiantage – Carsat Auvergne et DREETS

3. Travaux sur toiture – OPPBTP et DREETS





1- Prévention des épisodes de chaleur intense : <u>décret</u> n° 2025-482 du 27 mai 2025 et Arrêté du 27 mai 2025

- Champ d'application : employeurs, travailleurs, maîtres d'ouvrage, CSPS, indépendants et employeurs travaillant directement sur les chantiers
- Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2025
- Modification du code du travail :
 - Nouveau chapitre : prévention des risques liés aux épisodes de chaleur intense
 - Intégration de ce risque dans diverses dispositions
 - Définitions : épisodes de chaleur intense et canicule





 Episode de chaleur intense : niveaux jaune, orange et rouge (vigilance canicule Météo France) → application des mesures de prévention définies par l'employeur (R. 4463-2)

 Canicule: niveaux orange et rouge (vigilance canicule Météo France) → congés intempéries dans le BTP possibles (arrêté 27 mai 2025)





• En amont d'un épisode de chaleur intense :

- Evaluation des risques et identification des mesures de prévention (en intérieur et en extérieur)
- Prise en compte des salariés particulièrement vulnérables
- Identification des situations d'urgence et procédures de secours spécifiques
- Prise en compte dans les documents relatifs à la sécurité (plan de prévention, PGC, PPSPS)
- Eau potable et fraiche pour se désaltérer et se rafraichir y compris sur les chantiers (eau courante en priorité)
- EPI adaptés aux conditions atmosphériques
- Protection des travailleurs contre les effets des conditions atmosphériques pour les postes en extérieur





• Lors d'un épisode de chaleur intense :

- Déclenchement obligatoire des mesures de prévention prévues
- Adaptation de ces mesures pour les salariés particulièrement vulnérables
- Possibilité de recourir aux congés intempéries si canicule (vigilance orange ou rouge)

Sanctions (inspection du travail) :

- Mise en demeure du DREETS si défaut d'évaluation des risques
- Mise en demeure préalable à PV si défaut de définition des mesures de prévention, aération / ventilation absente ou non conforme, poste de travail extérieur non protégé
- PV sans mise en demeure préalable si défaut de prise en compte des conditions atmosphérique pour la fourniture des EPI
- Amende administrative si absence ou insuffisance de mise à disposition d'eau pour se désaltérer ou se rafraichir





2- Demande d'analyse de l'inspection du travail : <u>Arrêté</u> du 26 février 2025 applicable depuis le 1^{er} avril 2025

- Demande d'analyse pour toutes matières :
 - Susceptibles de comporter ou d'émettre des agents chimiques dangereux pour les travailleurs dont la présence est suspectée,
 - Et pour lesquelles la composition ne peut être justifiée par l'employeur.
- Ex : matériaux susceptibles d'être amiantés (RAT incomplet...), déchets susceptibles d'être amiantés
- Demande adressée à l'employeur des travailleurs susceptibles d'être exposés





- Prélèvement et analyse de la responsabilité de l'employeur sous contrôle de l'IT :
 - Si recherche d'amiante, prélèvement
 - conformément à la règlementation et aux normes applicables à l'opérateur de repérage dans le cadre des rapports de repérage avant travaux
 - Et confié à un opérateur de repérage formé pour la mise en œuvre de la méthode fixée par la norme applicable
 - Analyse par un laboratoire accrédité
- Délais dans lesquels les résultats sont adressés à l'IT fixés dans la demande





3- Productions du 4ème Plan Régional Santé travail :

- Repérage Amiante avant Travaux (RAT)
 - Finalisation d'un outil d'analyse des rapports de RAT
 - Animation de webinaires pour les maitres d'ouvrages publics (collectivités, OPHLM, établissements sanitaires et sociaux...) et privés (centre de ressources tertiaire, conseillers France Rénov)
- Réunions annuelles des désamianteurs
- Visite médicale post exposition : outil pour les médecins du travail sur la traçabilité des expositions (état des lieux, courriers)
- Déchets amiantés :
 - Carte des sites de collecte et de traitement des déchets amiantés
 - Fiche règlementaire sur les obligations issues du code de l'environnement (ICPE) et du code du travail pour le tri, transit et regroupement de déchets amiantés





Gestion de l'amiante lors d'un sinistre

- Plaquette d'information sur la coordination des acteurs
- Livret de 12 fiches sur les différents acteurs intervenants lors d'un sinistre et leur rôle (propriétaire, assurances et experts, diagnostiqueur, entreprises, institutionnels et préventeurs...)
- Animation de webinaires

• Prévention du risque amiante en SS4 :

Animation de webinaires à destination des entreprises

• Le rôle du CSE pour la prévention du risque amiante :

 Finalisation d'un livret de 14 fiches sur les obligations de l'employeur et le rôle du CSE pour mieux prévenir le risque amiante





4- Actions de l'Inspection du travail :

- Contrôles en période de vigilance canicule :
 - 5000 interventions au niveau national
 - 700 en Auvergne Rhône Alpes dont 40 % sur chantier

Action du RRPA

- Contrôle du siège des entreprises de désamiantage
 - 35 entreprises identifiées à partir de DEMAT@MIANTE et retours d'expérience
 - Evaluation des risques, entretien et maintenance du matériel, EPI, aéraulique, conditions d'emploi...
- RAT et donneurs d'ordres publics : webinaires et contrôles des rapports de repérage ou sur chantier





Arrêt d'activité :

- Procédure utilisée au siège d'une entreprise SS3 qui a entrainé l'arrêt de l'activité de désamiantage jusqu'à mise en conformité
- Constats : sous évaluation injustifiée du niveau d'empoussièrement de plusieurs processus, insuffisance des mesures de prévention relatives à la décontamination du matériel
- Rejet de la procédure de référé engagée devant le tribunal administratif
- Décision de reprise après mise en conformité





MERCI DE VOTRE ATTENTION